

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ARIZE-LÈZE

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Selon Procédure Adaptée

Lot n°1 - Assurance Dommages Aux Biens

Lot n°2 - Responsabilité Civile, Protection Juridique et Défense Pénale

Lot n°3 - Assurance du Parc Automobile

Date et heure limites de réception des offres :

Le 18 octobre 2019 à 12h00

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ARIZE-LEZE
Route de Foix
09130 LE FOSSAT
Tél : 05 61 68 55 90

Email: arizeleze-com@orange.fr

ACHETEUR PUBLIC

Nom ou Raison Sociale : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ARIZE-LÈZE

Représentée par : Monsieur Laurent PANIFOUS, en sa qualité de Président

DESCRIPTION DU MARCHÉ

Objet du marché

Le présent marché a pour objet la souscription de nouveaux contrats d'assurances pour la collectivité dont les besoins sont détaillés dans le dossier de consultation ci-joint.

Forme du marché : marché alloti

Le marché est divisé en 3 lots séparés :

LOT N° 1 - Assurance Dommages aux biens et risques annexes CPV : 66515000

LOT N° 2 - Assurance Responsabilité Civile et risques annexes, Protection Juridique, Défense pénale

et Recours des agents et des élus CPV : 66516000 LOT N° 3 - Assurance Véhicules à moteur et risques annexes CPV : 66514110

Les candidats peuvent soumissionner à un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Procédure de passation

La présente consultation passée selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Dispositions particulières

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

- D'étendre ou de restreindre les garanties tout comme les différents montants de garantie et de franchise.
- D'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats répondront au dossier de consultation modifié.
- De demander aux candidats toutes informations ou précisions concernant leurs offres qu'il jugera nécessaire à la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.
- De ne pas donner suite à la consultation pour les motifs énoncés par le Code de la commande publique ou pour motif d'intérêt général.

Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats retenus.

Les Variantes libres

Les variantes par rapport à l'objet du marché sont autorisées dans les limites du dossier de consultation.

L'ensemble du cahier des charges (tant les pièces administratives que techniques) constitue les exigences minimales que le soumissionnaire doit respecter : une entreprise pourra proposer une variante technique sous réserve qu'elle soit au moins équivalente à ce qui est demandé.

Les candidats qui présenteront des offres proposant une variante par rapport à l'objet du marché

sont également tenus de présenter une offre conforme à la solution de base.

Les Variantes exigées

Sont prévues les variantes suivantes :

Lot N°1: Dommages aux biens - Variante N°1: Franchise de 300 €

Lot N°3 : Véhicules à Moteur - Variante N°1 : Franchise de 200 € / 400 € / 150 €

> Les Prestations supplémentaires éventuelles

Sont prévues les PSE suivantes : Lot N°3 : Bris de Machine

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché prend effet le 01/01/2020 pour une durée de 4 ans, il expirera le 31 décembre 2023.

L'échéance principale est le 1er janvier.

La possibilité de résiliation est **annuelle**, pour l'une ou l'autre des parties, avec un préavis réciproque de **2 mois**, dans les conditions prévues par le Code des assurances.

> Forme juridique de l'attributaire

Toute forme de groupement est autorisée par le pouvoir adjudicateur.

Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

DOSSIER DE CONSULTATION

Contenu du Dossier de Consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- les Actes d'Engagement,
- les Cahiers des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- les statistiques des sinistres,
- les annexes

Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles Article R2132-1 à R2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : https://www.marches-securises.fr

L'opérateur économique est libre de s'identifier ou non lorsqu'il retire un DCE sur la plate-forme. Son identification (adresse électronique) lui permet d'être tenu informé automatiquement via la plate-forme des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

MODALITÉ DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

DOSSIER DE CANDIDATURE

Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Le formulaire DC1 ou une lettre de candidature dûment complété et signé par la personne habilitée, précisant si le candidat se présente seul.
- Le formulaire DC2 déclaration du candidat dûment complété et signé ou tout autre document reprenant l'ensemble des informations contenues dans ce formulaire.
- Les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D8222- 8 du code du travail (en remplacement du DC6)
- Les références techniques récentes pour des prestations de même nature

Lors de l'attribution, l'entreprise attributaire qui aura fourni des déclarations sur l'honneur en lieu et place des formulaires NOTI 2 et les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D8222-8 du code du travail devra les transmettre dans un délai de 8 jour calendaire à compter de la réception de la demande de la personne publique.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats de compléter leur dossier de candidatures dans un délai de 5 jours maximum s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des Article R2143-13 et R2143-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

DOSSIER OFFRE

Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

- L'Acte d'Engagement complété, daté et signé.
- Le Cahier des Charges (CCTP et CCAP) signé
- Le mémoire technique : renseignements permettant d'évaluer la valeur technique, la qualité et l'étendue des garanties proposées :
 - Conditions particulières du candidat,
 - Un spécimen des conditions générales d'assurance pour les différentes garanties,
 - Une liste exhaustive des variantes, exclusions et limites de garantie,
- Toutes les pièces annexes que le candidat jugera utiles à l'analyse de la ou des offres proposées.

> Langue de rédaction des propositions

Les propositions devront être rédigées en langue française.

Unité monétaire

L'unité monétaire est l'Euro.

Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les offres devront parvenir avant la date et l'heure limites fixées par le présent règlement de la consultation.

Les candidats peuvent, soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et scinder lot par lot les éléments relatifs à leurs offres, soit présenter pour chacun des lots les éléments relatifs à leurs candidatures et à leurs offres.

Le pli contenant la candidature et l'offre du candidat porte l'adresse suivante :

Sur support électronique : Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante : https://www.marches-securises.fr

Conditions d'envoi par transmission électronique

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Sélection des candidatures :

La sélection des candidatures sera effectuée selon les conditions prévues à l'article R. 2142-5 à R. 2142-18 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, selon les critères suivants :

Dossier administratif complet

- Capacité de gestion du candidat
- Adéquation des capacités professionnelles, techniques et financières avec l'objet du marché.

Jugement des offres :

Le choix et classement des offres seront effectués sur la base des critères suivants :

Valeur technique, qualité et étendue des garanties proposées : 50 %

Tarification: 50 %

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Renseignements:

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront utiliser la plate-forme prévue à cet effet.

Voies de recours

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application du présent marché est : Tribunal de Toulouse